



CHAPITRE 113

Loi modifiant la charte de la ville de Saint-François

[Sanctionnée le 18 décembre 1958]

Préambule.

ATTENDU que la ville de Saint-François a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de ladite ville et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 111, soit modifiée, aux fins d'obtenir certains pouvoirs spéciaux;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 427,
am. pour
la ville.

1. Le premier alinéa du paragraphe 28° de l'article 427 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Drainage
des ter-
rains.

"28° Pour faire ouvrir, creuser, élargir, couvrir et entretenir tout fossé nécessaire à l'égouttage, fossé de ligne, fossé mitoyen ou cours d'eau situé dans la municipalité ou hors de ses limites, et de plus lorsque situé dans la municipalité, en prescrire la direction, en changer le site, pour le rapprocher de la ligne de division, en amener les eaux dans les égouts de la ville, même si tel fossé ou cours d'eau a été l'objet d'un procès-verbal et qu'il soit situé sur la propriété privée ou sur la propriété publique, pour payer le coût de ces travaux, en totalité ou en partie, à même les fonds généraux de la ville ou le produit d'une taxe spéciale imposée sur les immeubles que le conseil juge devoir

CHAPTER 113

An Act to amend the charter of the town of Saint-François

[Assented to, the 18th of December, 1958]

Preamble.

WHEREAS the town of Saint-François has, by its petition, represented that it is in the interest of the said town and necessary for the good administration of its affairs that its charter, the act 6-7 Elizabeth II, chapter 111, be amended for the purpose of obtaining certain special powers:

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The first paragraph of paragraph 28 of section 427 of the Cities and Towns Act, is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 427,
am. for
town.

"28. To cause to be opened, dug, enlarged, covered and maintained, any ditch necessary for drainage, boundary or division ditch or water-course situate in the municipality or beyond the boundaries thereof, and moreover, when situated in the municipality, to direct the flow, to bring it nearer the division line, change the site or bring the water into the town's sewers, even if such ditch or water course has been regulated by a procès-verbal, and whether situated on private or public property; to pay the cost of such works, in whole or in part, out of the general funds to the town, or by levying a special tax on all immoveables, which, according to the council, will benefit by such works;

Draining
ditches,
etc.

en bénéficier; pour déterminer la répartition de cette taxe, soit en raison de l'évaluation, de la superficie ou du front de ces immeubles."

S.R.,
c. 233,
a. 469,
am. pour
la ville.

Permis
de taxis
refusé à
certaines
personnes.

2. L'article 469 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 9°, le suivant: "9°a Pour refuser une licence ou un permis pour l'exploitation d'un poste de taxis, ou la conduite d'un taxi, à toute personne qui se serait rendue coupable d'un acte criminel pour lequel elle aurait été condamnée, durant les trois ans suivant telle condamnation, ou dont le caractère ne serait pas recommandable; pour autoriser la police à faire enquête complète sur l'identité et le caractère d'un conducteur; pour décréter et régler l'imposition de taximètres; pour révoquer les permis accordés au propriétaire d'un taxi ou à un conducteur dans le cas d'une deuxième offense à la loi provinciale des véhicules automobiles ou aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique ou aux lois provinciales concernant les liqueurs alcooliques et leur transport et possession ou au Code criminel."

S.R.,
c. 233,
a. 472,
am. pour
la ville.

Nui-
sances.

3. L'article 472 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 1°, le suivant: "1°a Pour décréter que le fait par le propriétaire d'un lot vacant ou bâti, de laisser pousser sur ledit lot, des branches, broussailles et longues herbes, ou d'y laisser des ferrailles, déchets, détritiques, papiers ou bouteilles vides, ou d'employer ce lot ou une partie de ce lot ou une construction y érigée pour garder des animaux ou des oiseaux de basse-cour, constitue une nuisance et pour imposer des amendes aux personnes qui laissent exister telles nuisances et pour prescrire les mesures propres à les empêcher."

S.R.,
c. 233,
a. 485a,
aj. pour
la ville.

Rôle sur
fiches ou
feuilles
mobiles.

4. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 485, le suivant:

"**485a.** Le conseil pourra ordonner, par résolution, que le rôle d'évaluation soit composé de fiches ou de feuilles mobiles à la condition que sur chacune de ces

and to prescribe the mode in which such assessment shall be made, either according to the valuation, the area or the frontage of such immoveables."

2. Section 469 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 9, the following:

"9a. To refuse a license or permit to operate a taxi stand or to drive a taxi to any person who may have been guilty of a criminal offence for which he was convicted, during the three years following such conviction, or whose character is not respectable; to authorize the police to make a full investigation of the identity and character of a driver; to order and regulate the installation of taximeters; to revoke the permit granted to a taxi-owner or driver in case of a second offence against the provincial motor vehicles act or against the municipal by-laws respecting traffic and public safety or the provincial laws respecting alcoholic liquors and their transportation and possession or against the Criminal Code."

R.S.,
c. 233,
s. 469,
am. for
town.

Taxi
permit
refused
to certain
persons.

3. Section 472 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 1, the following:

"1a. To decree that for the owner of a lot, whether built on or not, to allow branches, bushes and long weeds to grow there, or to leave thereon scrap iron, rubbish, refuse, paper or empty bottles or to use said lot or part of said lot or any building thereon erected to keep live farmyard animals or fowls, constitutes a nuisance, and to impose fines on persons who permit such nuisances to exist, and to prescribe appropriate measures to prevent the same."

R.S.,
c. 233,
s. 472,
am. for
town.

Nui-
sances.

4. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 485, the following:

"**485a.** The council may, by resolution, order that the valuation roll be composed of index-cards or loose leaves provided that on each such index-card or

R.S.,
c. 233,
s. 485a,
added
for town.

Roll on
index-
cards
or loose
leaves.

fiches ou feuilles mobiles, l'année de sa confection soit indiquée sous les initiales du secrétaire-trésorier. Lors de la confection d'un nouveau rôle, les fiches ou feuilles mobiles sur lesquelles aucun changement ne sera fait, pourront faire partie du nouveau rôle à la condition que mention en soit faite sur chacune d'elles, sous les initiales du secrétaire-trésorier."

loose leaf, the year of its making be indicated under the initials of the secretary-treasurer. When a new roll is made, the index-cards or loose leaves on which no change has been made may form part of the new roll provided mention thereof is made on each of them, under the initials of the secretary-treasurer."

S.R.,
c. 233,
a. 668,
am. pour
la ville.

Significa-
tion par
courrier
recom-
mandé.

5. L'article 668 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le deuxième alinéa, le suivant: "Cependant, lorsqu'il s'agit d'une pièce émise par la cour ou par le juge, à la suite d'une infraction à un règlement municipal ou à la Loi des véhicules automobiles, telle signification sera valable en étant adressée par courrier recommandé à l'adresse donnée par l'accusé lors de la commission d'une telle infraction ou à l'adresse donnée par ledit accusé au service des véhicules automobiles du bureau du revenu de la province."

5. Section 668 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after the second paragraph, the following: "However, in the case of a document issued by the court or by the judge following an infringement of a municipal by-law or of the Motor Vehicles Act such service shall be valid when sent by registered mail to the address given by the accused when such infringement was committed or to the address given by the said accused to the Motor Vehicle Service of the Provincial Revenue Office."

R.S.,
c. 233,
s. 668,
am. for
town.

Service by
registered
mail.

Annexion.

6. Le territoire, dont la description suit, est détaché de La municipalité de la paroisse Saint-Louis de Terrebonne et annexé à la ville de Saint-François:

"Un territoire se composant de cette partie du lit de la rivière des Mille-Iles et des îles qui s'y trouvent, renfermées dans les limites suivantes, à savoir: partant d'un point sur l'axe du chenal, passant entre les îles désignées sous le numéro 203 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-François-de-Sales et sous le numéro 406 du cadastre officiel de la ville de Terrebonne; de là, en référence au cadastre officiel de La paroisse de Saint-Louis de Terrebonne, une ligne dans ledit chenal passant au sud des îles numéros 597 et 598, puis l'axe dans un autre chenal au sud-est des lots numéros 608A et 608 de l'Ile-aux-Vaches; puis suivant le chenal sud de la rivière des Mille-Iles, en passant au sud des îles numéros 609, 610, 611, 612, 613, 614 et 615; une ligne passant au nord-ouest des îles numéros 615 et 616, puis suivant le chenal nord de la rivière des Mille-Iles en passant au nord des îles numéros 601, 600, 599, 598 et 597 pour revenir au point de départ."

6. The territory hereinafter described is detached from The municipality of the parish of Saint-Louis de Terrebonne and annexed to the town of Saint-François:

"A territory comprising such part of the bed of des Mille-Iles river and of such islands therein, as are included within the following boundaries, namely: starting from a point on the centre of the channel passing through the islands designated under number 203 on the official cadastre for the parish of Saint-François-de-Sales, and under number 406 on the official cadastre for the town of Terrebonne; thence, by reference to the official cadastre for The parish of Saint-Louis de Terrebonne, along a line in the said channel passing south of islands numbers 597 and 598, then along the centre line in another channel southeast of lots numbers 608A and 608 of l'Ile-aux-Vaches; then along the southern channel of des Mille-Iles river, south of islands numbers 609, 610, 611, 612, 613, 614 and 615; a line passing northwest of islands 615 and 616, then along the northern channel of des Mille-Iles river, north of islands numbers 601, 600, 599, 598 and 597, to the starting point."

Annexa-
tion.

Indem-
nité.

Toutefois pendant une période de quatre ans à compter du premier janvier 1959, la ville de Saint-François devra payer à La corporation de la paroisse de Saint-Louis de Terrebonne et cela pendant une période de quatre ans consécutifs une somme annuelle de quatre cents dollars payable le premier février de chaque année.

Percep-
tion des
taxes.

7. La corporation de la paroisse Saint-Louis de Terrebonne percevra les taxes foncières des propriétaires annexés pour l'année 1958 et la ville de Saint-François commencera à percevoir desdits propriétaires, les taxes foncières à compter du premier janvier 1959.

Entrée en
vigueur.

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

However, for a period of four years as from the first of January, 1959, the town of Saint-François shall pay to The corporation of the parish of Saint-Louis de Terrebonne and for a period of four consecutive years an annual sum of four hundred dollars payable on the first of February of each year.

Indem-
nity.

7. The corporation of the parish of Saint-Louis de Terrebonne shall collect the real estate taxes of the annexed proprietors for the year 1958 and the town of Saint-François shall begin to collect real estate taxes from the said proprietors as from the first of January, 1959.

Collection
of taxes.

8. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.